

INSTRUCTION

N° 99-027-M1-M5-M7 du 22 février 1999

NOR : BUD R 99 00027 J

Texte publié au BOCP

**RAPPEL DES RÈGLES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES APPLICABLES
AUX ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIÉTAIRES DE STATUT PUBLIC**

ANALYSE

Publication de la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/99/00018/C du 28 janvier 1999

Date d'application : 01/01/1999

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;
ASSOCIATION SYNDICALE DE PROPRIÉTAIRES ; COMPTABILITÉ ; PLAN COMPTABLE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 97-055-M1-M5-M7 du 5 mai 1997

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 21

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

6ème Sous-direction - Bureau 6C

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/99/00018/C du 28 janvier 1999 relative au rappel des règles budgétaires et comptables applicables aux associations syndicales de propriétaires de statut public. Cette circulaire diffuse également une maquette de budget simplifiée applicable aux associations syndicales de propriétaires à compter de l'exercice 1999.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction générale sous le timbre du bureau 6C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LE DIRECTEUR ADJOINT CHARGÉ DE LA 6ÈME SOUS-DIRECTION

JEAN-BAPTISTE GILLET

ANNEXE N° 1 : Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/99/00018/C du 28 janvier 1999

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Direction générale des collectivités locales

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
DES FINANCES ET DE
L'INDUSTRIE**

Direction Générale de
la Comptabilité publique

**MINISTERE DE L'EQUIPEMENT
DES TRANSPORTS ET DU
LOGEMENT**

Direction générale de l'Urbanisme,
de l'Habitat et de la Construction

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE LA PECHE**

Direction de l'Espace et de la Forêt

28 JANVIER 1999

Le Ministre de l'Intérieur,
Le Ministre de l'Economie, des Finances et de
l'Industrie
Le Ministre de l'Equipelement, des Transports
et du Logement
Le Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

à

Mesdames et Messieurs les Préfets,
Bureau de Contrôle budgétaire
Directions Départementales de l'Agriculture
Directions Départementales de l'Equipelement

Mesdames et Messieurs les Trésoriers-Payeurs Généraux,

CIRCULAIRE N° NOR/INT/B/99/00018/C

OBJET : Rappel des règles budgétaires et comptables applicables aux associations syndicales de propriétaires de statut public.

La présente circulaire a pour objet de rappeler les règles budgétaires et comptables applicables aux associations syndicales de propriétaires de statut public, hors associations syndicales libres (A.S.L.).

ANNEXE N° 1 (suite)

I. - DISPOSITIF BUDGETAIRE PROPRE AUX A.S.A. ET AUX ASSOCIATIONS DE PROPRIETAIRES AUTRES QUE LES A.S.L..

Les associations syndicales de propriétaires, à l'exception des A.S.L. régies par le droit privé, ont le caractère d'établissements publics à caractère administratif non rattachés à une collectivité territoriale.

En conséquence, les dispositions du code général des collectivités territoriales et du code des communes ne leur sont pas applicables.

Ces établissements publics sont en revanche régis par les dispositions de la loi du 21 juin 1865 et du décret du 18 décembre 1927, sous réserve de dispositions spécifiques prévues notamment par le Code Rural, pour les associations foncières de remembrement (A.F.R.), ou par le Code de l'Urbanisme, pour les associations foncières urbaines (A.F.U.).

L'association syndicale est la collectivité des propriétaires réunis pour exécuter et entretenir des travaux d'intérêts communs.

Le syndicat est la réunion des personnes désignées pour administrer l'association (art. 1er du décret du 18 décembre 1927).

1) Procédure budgétaire

Avant le 1er janvier de l'exercice, le directeur rédige un projet de budget qui est déposé pendant 15 jours à la mairie de chacune des communes intéressées.

Ce dépôt est publié dans chaque mairie et chaque intéressé est admis à présenter ses observations (article 57 du décret du 18 décembre 1927).

Un exemplaire du budget est adressé au préfet pour observation.

A l'issue du délai de 15 jours, le syndicat vote le budget, puis le transmet à la préfecture (article 1er de la loi du 5 août 1911).

La délibération du **syndicat** votant le budget, comme toute délibération du **syndicat** est exécutoire par elle-même (article 36 du décret du 18 décembre 1927), sauf disposition spécifique contraire. Ainsi, pour les A.F.R., les délibérations sont exécutoires dans le délai d'un mois à compter de leur transmission au Préfet, sauf opposition de celui-ci (article R.133-5 du code rural).

Vous trouverez ci-joint un modèle de budget simplifié qui peut être utilisé à compter de l'exercice 1999.

Le budget est assorti des annexes, qui ne sont produites qu'en tant que de besoin. Celles dépourvues d'objet pour une association sont déclarées comme telles sur le sommaire du budget.

ANNEXE N° 1 (suite)

En l'absence de budget, l'ordonnateur ne peut ni engager, ni liquider, ni mandater les dépenses et il ne peut mettre en recouvrement les recettes.

Le vote du compte administratif doit intervenir avant celui du budget (article 64 du décret du 18 décembre 1927). Le budget étant préparé avant le 1er janvier de l'exercice N, le compte administratif voté est celui de l'exercice N-2.

Le compte administratif est proposé par le directeur, soumis à l'approbation du **syndicat** (article 64 du décret du 18 décembre 1927), qui contrôle et vérifie les comptes (article 36 du décret précité). La délibération du **syndicat** est exécutoire par elle-même, sous réserve de l'article R. 133-5 du code rural pour les A.F.R. (voir ci-dessus). Une copie est transmise au Préfet (article 64 du décret du 18 décembre 1927).

Le **syndicat** rend compte de sa gestion et de sa situation financière à la réunion annuelle de l'assemblée générale (article 31 du décret du 18 décembre 1927).

Une copie du compte administratif approuvé par le **syndicat**, est jointe au compte de gestion sur pièces du comptable (article 66 du décret du 18 décembre 1927).

Le compte de gestion du comptable, après vérification par le comptable centralisateur (« receveur des finances » ou trésorier payeur général), est soumis au **syndicat** qui le contrôle, le vérifie, l'arrête, sauf règlement définitif par le tribunal administratif ou la Cour des Comptes (articles 36 et 66 du décret du 18 décembre 1927).

A cet égard, je rappelle que les comptes des associations syndicales sont jugés par les chambres régionales des comptes, par délégation de la Cour des Comptes.

2) Contenu du budget

Le budget d'une association doit comprendre toutes les dépenses afférentes aux travaux qu'elle a à effectuer et à leur entretien et les dettes exigibles (article 1er de la loi du 5 août 1911 et article 58 du décret du 18 décembre 1927) dans le cadre de son objet.

Conformément aux règles comptables et aux principes du code civil, les dépenses relatives aux immobilisations dont l'association a la pleine propriété ou aux travaux ayant pour objet ou pour effet l'augmentation du patrimoine, s'imputent en section d'investissement.

Conformément aux dispositions de l'article 46 du décret de 1927, « **les projets concernant les travaux neufs et de grosses réparations sont soumis à l'approbation du préfet.** »

Lorsqu'il s'agit de travaux d'entretien ou de remise en état, les dépenses s'imputent en section de fonctionnement.

Ces dépenses sont couvertes par le vote de cotisations sur les propriétaires (article 61 du décret du 18 décembre 1927).

ANNEXE N° 1 (suite)

La loi du 21 juin 1865 et le décret du 18 décembre 1927 emploient indifféremment le terme de "taxes" ou de "cotisations".

Cependant, ces recettes n'ont pas un caractère fiscal. Elles s'imputent en conséquence à une subdivision du compte 70 parmi les produits des prestations de services (compte 7067 "Taxes et cotisations syndicales").

Le rôle de cotisations syndicales est établi par le receveur d'après les états de répartition qui sont dressés et arrêtés par le syndicat et approuvés par le préfet (articles 41 à 44 et 61 du décret du 18 décembre 1927).

Il est arrêté par le syndicat, rendu exécutoire par le préfet et mis en recouvrement comme en matière de contributions directes (article 15 de la loi du 21 juin 1865 et article 61 du décret du 18 décembre 1927). Si le syndicat refuse de faire procéder à la confection des rôles, il y est pourvu par un agent spécial désigné par le préfet (article 61 du décret du 18 décembre 1927).

Le préfet ne rend exécutoire que les rôles qu'il a approuvés (article 15 de la loi de 1865).

Les taxes comprises dans les rôles sont soumises aux règles applicables en matière d'impôt direct quant à leur exigibilité, soit le 30 du mois qui suit leur mise en recouvrement. En cas de décision contraire du préfet, celui-ci, lorsqu'il revêt le rôle de la mention exécutoire, fixe la date de paiement des cotisations (article 62 du décret du 18 décembre 1927).

La notification des rôles aux adhérents doit préciser les délais et voies de recours, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative, modifié par le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983.

Les cotisations de l'année échue et de l'année courante des associations syndicales autorisées bénéficient d'un privilège sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des terrains compris dans le périmètre de l'association, privilège qui prend rang immédiatement après celui de la taxe foncière et s'exerce dans les mêmes formes (article 2 de la loi du 5 août 1911).

Outre les cotisations des propriétaires, l'association syndicale peut solliciter des subventions de l'Etat, du département, d'une commune, d'une chambre de commerce ou de tout autre établissement public au titre des travaux ou de leur entretien (article 23 de la loi du 21 juin 1865).

Dans ce cas, la collectivité territoriale ou l'établissement public ayant versé la subvention a droit à la nomination, pour le représenter, d'un nombre de syndics proportionné à la part que la subvention représente dans le financement des travaux en cause (article 23 de la loi du 21 juin 1865).

L'association peut contracter des emprunts dans la limite d'un plafond d'encours et d'un plafond annuel fixés par l'assemblée générale des propriétaires (article 31 du décret du 18 décembre 1927). L'assemblée générale fixe par délibération le montant maximum des emprunts qui peuvent être votés par le syndicat (article 31 du décret du 18 décembre 1927). Le syndicat délibère dans ce cadre sur le recours aux emprunts nécessaires (article 36 du décret du 18 décembre 1927). Les emprunts sont approuvés par l'assemblée générale s'ils dépassent le plafond de délégation fixé

ANNEXE N° 1 (suite)

à l'article 31 du décret du 18 décembre 1927 et autorisés par le préfet, voire le ministre compétent pour les emprunts de plus de 30 ans (article 73 de la loi n° 47.520 du 21 mars 1947).

Le crédit pour dépenses imprévues de l'article L. 2322-1 du C.G.C.T. ne s'applique pas aux associations syndicales de propriétaires.

S'agissant du cadre budgétaire, les A.S.A. et A.F.R. appliquent les dispositions retenues pour les communes de moins de 3 500 habitants dans le cadre de l'instruction interministérielle M14, à savoir :

- un vote du budget par nature sans présentation fonctionnelle ;
- une définition des chapitres et articles identique à celle retenue dans le cadre de l'instruction M14 ;
- la faculté d'individualiser certaines opérations d'équipement au sein de la section d'investissement (vote par opération de la section d'investissement) et l'utilisation obligatoire des chapitres globalisés 010, 011, 012 et 013 applicables dans les conditions prévues par l'instruction M14 ;
- un amortissement, un provisionnement et un rattachement des charges et des produits à l'exercice facultatif.

3) Exécution du budget

Le directeur est l'ordonnateur des dépenses (articles 40 et 65 du décret du 18 décembre 1927). Il est élu par le syndicat qui peut élire également un directeur adjoint chargé de le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement (article 24 de la loi du 21 juin 1865).

Lorsqu'une dette exigible ou les dépenses nécessaires pour empêcher la destruction des ouvrages, pour effectuer les travaux et pour les entretenir, ne figurent pas en tout ou partie au budget, le préfet doit les inscrire d'office après mise en demeure (article 58 du décret du 8 décembre 1927). **Si le syndicat ne tient pas compte de cette inscription dans les rôles de cotisations, le préfet modifie d'office le montant de ces derniers** (article 1er de la loi du 5 août 1911 et article 61 du décret du 8 décembre 1927).

Il peut mandater d'office une dépense régulièrement inscrite et liquide. L'arrêté du préfet tient alors lieu de mandat (article 65 du décret du 18 décembre 1927).

II - DISPOSITIONS COMPTABLES

L'article 63 du décret du 18 décembre 1927 renvoie aux règles établies pour les communes, avec possibilité de simplification.

ANNEXE N° 1 (suite)

Ces règles simplifiées sont actuellement celles de l'instruction M1-M5-M7, diffusées par la circulaire du 28 octobre 1996, modifiée par celle du 30 janvier 1998 susmentionnée.

Les fonctions de receveur de l'association sont confiées, soit à un receveur spécial désigné par le **syndicat** et agréé par le préfet, soit à un comptable direct du trésor de l'une des communes nommé par le préfet sur la proposition du syndicat, le trésorier-payeur général entendu (article 59 du décret du 18 décembre 1927).

A cet égard, si le comptable est un comptable direct du trésor, l'association syndicale est gérée dans le cadre du poste comptable. Si le comptable est un receveur spécial, il peut s'agir soit d'un agent de l'Etat, soit d'un fonctionnaire territorial, exerçant cette fonction à titre privé, soit d'une personne privée. En tout état de cause, il a la qualité de comptable public.

Toutefois, pour les associations de réorganisation foncière, le receveur de l'association est le comptable direct du trésor de la commune siège de l'association (article R 132.3 du Code Rural).

S'il y a un receveur spécial, le montant de son cautionnement et la quotité de ses émoluments sont définis par le préfet sur proposition du **syndicat** ; s'il s'agit d'un comptable direct du trésor, son cautionnement et ses émoluments sont fixés avec l'assentiment du trésorier-payeur général et, en cas de désaccord, par le Ministre des Finances (article 59 du décret du 18 décembre 1927).

Vous voudrez bien porter ces rappels législatifs et réglementaires à la connaissance des associations syndicales concernées de votre département et de leurs comptables.

Le directeur général des collectivités locales

Le directeur général de la comptabilité
publique

Didier LALLEMENT

Jean BASSERES

Le directeur général de l'urbanisme, de l'habitat et
de la construction

Le directeur de l'espace rural et de la forêt

Pierre René LEMAS

L'adjoint au Directeur
Guy FRADIN

ANNEXE N° 1 (suite)

Sommaire

p. 1	I	Informations générales
p. 2/3	II.	Présentation générale du budget - Balance générale du budget
p. 4	III	Vote du budget - Section de fonctionnement
p. 5		Section d'investissement - Vue d'ensemble - Opérations sous mandat
p. 6		Section d'investissement - Détail par articles - 1. Dépenses d'équipement non individualisées - Opérations votées - 2. Opérations financières - 3. Opérations d'ordre à l'intérieur de la section
p. 7		Section d'investissement - Détail par articles - 1. Recettes d'équipement non affectées à une opération - 2. Opérations financières
ANNEXES		
p. 8/9		Annexes - Etat de la dette - Détail
p. 10/11		Annexes - Etat des crédits de trésorerie - Etat des engagements donnés et reçus - Plafond d'encours de dette
p. 12		Annexes - Amortissements et provisions - Charges à répartir
p. 13		Annexes - Etat du personnel - Méthodes utilisées
p. 14		Annexes - Arrêté et signatures

■ Dans toute la maquette, les cellules grisées ne doivent pas être remplies.
Les italiques identifient les opérations d'ordre qui ne se traduisent, ni par un encaissement, ni par un décaissement effectifs.

II - PRESENTATION GENERALE : BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 - Dépenses

	Opérations de l'exercice (col 1)	Résultat reporté (col 2)	Restes à réaliser (col 3)	Cumul section (Col 1+2+3)
Fonctionnement	A1	D002		
Investissement	B1	D001		

2 - Recettes

	Opérations de l'exercice (col 1)	Résultat reporté (col 2)	Affectation (col 3)	Restes à réaliser (col 4)	Cumul section (Col 1+2+3+4)
Fonctionnement	A2	R002			
Investissement	B2	R001	R1068		

ANNEXE N° 1 (suite)

II - PRESENTATION GENERALE : BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 - DEPENSES de l'exercice+ Restes à réaliser

Chap	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles(1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Dépenses de fonctionnement - Total				A 1
011	Charges à caractère général			
012	Charges de personnel et assim			
65	Charges de gestion courante			
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles			
68	Dot. aux amort. et provisions			
023	Virement à la section d'inv.			

Chap	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre (2)		TOTAL
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Dépenses d'investissement - Total					B 1
10	Dotations, fonds divers.				
13	Subv. d'investissement				
16	Rembt d'emprunts				
20	Immob. incorpor. (hors opér.)				
21	Immob. corporelles (idem)				
23	Immob. en cours (idem)				
27	Autres immob. financières				
	Op. d'équipt. (total)				
26	Acqu. de particip				
45	Op. pour compte de tiers				
Dépenses d'ordre (2)					
18	Affectations				
22	Immob. reçues en aff.				
15	Prov. pour risques et ch.				
9	Repr/prov. pour dépr.				
481	Ch. à répartir./ plus. ex.				

(1) Y compris les opérations mixtes de variation des stocks et les opérations relatives aux rattachements.

(2) Voir détail p. 6-7 Opérations financières. Les dépenses sont égales aux recettes.

2 - RECETTES de l'exercice + Restes à réaliser

Chap	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles(1)	Opérations d'ordre(2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement - Total				A2
70	Produits des services, du domaine			
74	Dotations et participations			
75	Autres produits de gestion courante			
013	Atténuation de charges			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
79	Transferts de charges			
72	Travaux en régie			
78	Reprises sur provisions			

Chap	INVESTISSEMENT	Opérations réelles	Opérations d'ordre (2)		TOTAL
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Recettes d'investissement - Total					B 2
10	Dotations, fonds divers (4)				
13	Subventions d'inv.				
16	Emprunts et dettes				
45	Op. pour c/ de tiers				
27	Autres immob. fin.				
Recettes d'ordre (2)					
18	Affectations				
22	Immob. reçues en affectation				
20	Immob. incorporelles				
21	Immob. corporelles				
23	Immob. en cours				
26	Participations				
15	Prov. pour risques et ch.				
28	Amort. des immob.				
9	Prov. pour dépréc.				
481	Amort. des charges à répartir				
021	Virement de la sect. de fonct				

ANNEXE N° 1 (suite)

II - VOTE DU BUDGET				II
A - SECTION DE FONCTIONNEMENT				A
Chap. / Art.	Libellé	Pour mémoire budget..... précédent	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	DEPENSES DE L'EXERCICE			I
011	Charges à caractère général			
60.	Achats.....(1)			
61..	Services extérieurs.....(1)			
62..	Autres services extérieurs.....(1)			
63512	Taxes foncières			
.....	.....(1)			
012	Charges de personnel et frais ass.			
621	Personnel extérieur au service			
6413.	Personnel non titulaire.....(1)			
645.	Charges de sécurité sociale et de prév.			
647..	Autres charges sociales.....(1)			
.....	.....(1)			
65	Autres charges de gestion courante			
6553	Cotisations aux unions d'associations			
65...	.....(1)			
66	Charges financières			
6611	Intérêts des emprunts et dettes			
67	Charges exceptionnelles			
	Opérations réelles			
67..	.....(1)			
	Opérations d'ordre			
675	VNC des éléments d'actif cédés			
68	Dot. aux amortissements et prov.			
68..	.....		
023	Virement à la section d'investissement			
	RECETTES DE L'EXERCICE			II
70	Produits des services, du domaine			
7067	Taxes et cotisations syndicales			
70...	.....(1)			
72	Travaux en régie			
74	Subventions, participations			
75	Autres produits de gestion courante			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises sur amortis. et prov.			
79	Transferts de charges			
013	Atténuation de charges			

(1) A détailler conformément au plan de comptes M1M5M7 des ASA. Ne sont à inscrire que les articles utilisés

	Opérations de l'exercice	Résultat reporté	Restes à réaliser	Cumul section (Col 1+2+3)
Dépenses	I	D002		
Recettes	II	R002		

ANNEXE N° 1 (suite)

II - VOTE DU BUDGET	II
B - SECTION D'INVESTISSEMENT	B

VUE D'ENSEMBLE

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	DEPENSES				
	<i>Dépenses d'équipement</i>				
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
23	Immobilisations en cours				
	Opérations d'équipement (total)				
	<i>Dépenses des opérations financières</i>				
16	Remboursement d'emprunts et dettes				
18	Affectation à un budget annexe				
22	Immobilisations reçues en affectation				
26	Participations et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières				
	<i>Reprises sur :</i>				
10	Apports, dotations et réserves				
13	Subventions d'investissement				
15	Provisions pour risques et charges				
	Provisions pour dépréciation (comptes 29, 39, 49, 59)				
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices				
458	Opérations sous mandat*				
001	Solde d'exécution reporté				
	RECETTES				
	<i>Recettes d'équipement</i>				
13	Subventions d'investissement				
16	Emprunts et dettes assimilées				
	Opérations d'équipement (total)				
	<i>Recettes des opérations financières</i>				
10	Apports, dotations et réserves				
15	Provisions pour risques et charges				
18	Affectation à un budget annexe				
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations reçues en affectation				
23	Immobilisations en cours				
26	Participations et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières				
28	Amortissement des immobilisations				
	Provisions pour dépréciation (compte 29, 39, 49, 59)				
481	Amortissement des charges à répartir				
021	Virement de la section de fonctionnement				
458	Opérations sous mandat (total)*				
001	Solde d'exécution reporté				

SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS SOUS MANDAT*		
Nom/Intitulé de l'opération	DEPENSES (1)	RECETTES (1)
458..		
458..		
458..		
TOTAL.....		

(1) Les dépenses sont égales aux recettes

ANNEXE N °1 (suite)

II - VOTE DU BUDGET	II
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL PAR ARTICLES	B-I

1) DEPENSES D'EQUIPEMENT NON INDIVIDUALISEES

Art.	Libellé	Restes à réaliser	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	DEPENSES			
20.	Immobilisations incorporelles (1)			
21	Immobilisations corporelles			
2111	Terrains nus			
2131	Bâtiments			
.....	.....(1)			
2182	Matériel de transport			
2183	Matériel de bureau et informat.			
2184	Mobilier			
218.	Autres immob. corp.			
23	Immobilisations en cours			
2312	Immobilisations en cours - terrains			
2313	Immobilisations en cours - constructions			
2315	Immobilisations en cours - Inst. Techniques			
238	Avances et acomptes versés			

(1) A détailler selon la nomenclature

OPERATIONS VOTEES

N° (1)	Intitulé (1)	Restes à réaliser	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	TOTAL			
.....			
.....			
.....			

(1) Si l'association a voté une ou plusieurs opérations, il y a lieu de produire un cadre « Opérations » sur le modèle du cadre « dépenses d'équipement non individualisées », précédé du n° et de l'intitulé de l'opération.

(2) A détailler selon nomenclature

2 - OPERATIONS FINANCIERES

Art.	Libellé	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	DEPENSES		
	16 Remboursement d'emprunts et dettes		
164.	Emprunts auprès d'établissements de crédit (1)		
.....		
	Autres dépenses financières		
26.	Participation et créances rattachées (1)		
27.	Autres immobilisations financières (1)		
....		
	Reprises :		
10.	sur apports, dotations et réserves(1)		
139	sur subventions d'équipement.		
15.	sur provisions pour risques et charges (1)		
481	Charges à répartir		

(1) A détailler selon la nomenclature

3 - OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION

Art.	Libellé	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	DEPENSES (1)		
18	Affectation à un budget annexe		
21..	Immobilisations intégrées dans l'actif		
22	Immobilisations reçues en affectation		
.....		

(1) Les dépenses sont égales aux recettes

ANNEXE N° 1 (suite)

II - VOTE DU BUDGET	II
B - SECTION D'INVESTISSEMENT - DETAIL PAR ARTICLES	B I

1) RECETTES D'EQUIPEMENT NON AFFECTEES A UNE OPERATION

Art.(1)	Libellé (1)	Restes à réaliser	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	RECETTES			
13	Subventions d'investissement			
1311	Subvention d'équip. transf. Etat et EPN			
1313	Subvention d'équip. transf. Département			
1314	Subvention d'équip. transf. Commune			
132.	Subvention d'équip. non transférable			
.....			
16	Emprunts et dettes assimilées			
164.	Emprunts auprès des établissements de crédit (1)			
.....			
167.	Emprunts et dettes ass. de cond. part. (1)			
168.	Autres emprunts et dettes (1)			
	BESOIN DE FINANCEMENT			
	EXCEDENT DE FINANCEMENT			

(1) A détailler selon la nomenclature

RECETTES AFFECTEES AUX OPERATIONS

N° (1)	Restes à réaliser	Recettes affectées à l'opération	Imputation de la recette (2)	BESOIN (-) OU EXCEDENT (+) de financement
.....				
.....				
.....				

(1) de l'opération votée

(2) Indiquer l'article de la nomenclature (13.... ou 16..)

2 - OPERATIONS FINANCIERES

Art.	Libellé	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	RECETTES		
	Ressources propres externes		
138	Subventions d'investissement		
	Ressources propres internes		
15.	Provisions pour risques et charges (1)		
21..	Cessions d'immobilisations corporelles (1)		
26	Cessions de participations (1)		
27	Cessions d'immobilisations financières (1)		
.....		
28	Amortissements des immobilisations		
.....	Provisions pour dépréciation (29, 39, 49, 59)		
.....		
021	Virement de la section de fonctionnement		
481	Charges à répartir		
	EXCEDENT		
	DEFICIT		

(1) A détailler selon la nomenclature

3 - OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION

Art.	Libellé	Propositions du Directeur	Vote du Syndicat
	RECETTES (1)		
1021	Dotation		
1025	Dons et legs en capital (en nature)		
13..	Subventions d'investissement		
18	Affectation à un budget annexe (retour des biens affectés)		
21..	Immobilisations cédées, ou affectées		
22	Immobilisations reçues en affectation		

(1) Les recettes sont égales aux dépenses

ANNEXE N° 1 (suite)

III - ANNEXES	III
ETAT DE LA DETTE	

ETAT

Année d'encais- sement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en années	Taux			
				FRV (1)	Index (2)	Marge (3)	TEG
TOTAL							
EMPRUNTS DE MOINS DE 30 ANS (4)							
164	Emprunts auprès d'un établissement de crédit						
165	Dépôts et cautionnements reçus						
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières						
168	Autres emprunts et dettes assimilés						
EMPRUNTS DE PLUS DE 30 ANS (4)							
164	Emprunts auprès d'un établissement de crédit						
165	Dépôts et cautionnements reçus						
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières						
168	Autres emprunts et dettes assimilées						

- 1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux révisable, V pour variable
2) Indiquer la nature de l'index retenu (Exemple : EURIBOR 3 mois)
3) Marge appliquée à l'index retenu
4) A détailler au niveau de l'article budgétaire

PLAFOND D'ENCOURS DE DETTE		
Autorisations de l'Assemblée	Date de la délibération	Montant
Plafond total		
Plafond annuel		

ANNEXE N° 1 (suite)

III - ANNEXES	III
ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE	
ETAT DES ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS - PLAFOND D'ENCOURS DE DETTE	

ETAT DES CREDITS DE

Date de la délibération	Date de réalisation	Organisme prêteur	Index	Marge	Montant de la commission	Montant maximum autorisé

8016 - ETAT DES CONTRATS DE

Date du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Désignation du crédit bailleur

ETAT DES ENGAGEMENTS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire
	Total.....	
	8018 - AUTRES ENGAGEMENTS DONNES.....	
	Au profit d'organismes publics.....	
	* Au profit d'organismes privées.....	

ETAT DES ENGAGEMENTS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme attributaire
	Total.....	
	8027 - SUBVENTIONS A RECEVOIR PAR ANNUITES.....	
	8028 - AUTRES ENGAGEMENTS RECUS.....	

ANNEXE N° 1 (suite)

III - ANNEXES	III.
ETAT DES CREDITS DE TRESORERIE	
ETAT DES ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS - PLAFOND D'ENCOURS DE DETTE	

DE TRESORERIE

Montant des tirages de l'année N - 1	Montant total des remboursements de l'année N - 1	Capital restant dû au 1er janvier	Intérêts mandatés au 31/12 année N - 1	Commissions mandatés au 31/12 de l'année N - 1

CREDIT-BAIL MOBILIER ET IMMOBILIER

Durée du contrat	Taux d'int. théorique	Périodicité des échéances	Redevance	Valeur résiduelle

DONNES

Durée en année	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1er janvier de l'exercice	Annuité à verser au cours de l'exercice

RECUS

Durée en années	Taux en %	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 1er janvier de l'exercice	Annuité à recevoir au cours de l'exercice

ANNEXE N° 1 (suite)

III - ANNEXES	III
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS CHARGES A REPARTIR	

AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS (1)

Désignation (localisation pour les immeubles)	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition (a)	Durée d'amortis- sement	Amortis- sements antérieurs (b)	Valeur nette comptable	Amortissements de l'exercice

(1) Facultatif

PROVISIONS

Compte d'imputation	CONSTITUTION			REPRISE		SOLDE
	Date	Objet	Montant	- pour utilisation (1)	- sans utilisation (1)	
15 - Provisions pour risques et charges						
Provisions pour dépréciation :						
- 29 des immobilisations						
- 39 des stocks et en cours						
- 49 des comptes de tiers						
- 59 des comptes financiers						
TOTAL						

(1) Rayer la mention inutile

ETAT DE REPARTITION DES CHARGES (COMPTE 481)

Exercice d'origine	Date de la délibération	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Montant de la dépense transférée au compte 481	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice

ANNEXE N° 1 (suite)

III - ANNEXES	III
ETAT DU PERSONNEL	
ETAT DES METHODES UTILISEES	

ETAT DU PERSONNEL

GRADES OU EMPLOIS	Modalités de rémunération	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS NON COMPLET
TOTAL				

ETAT DES METHODES UTILISEES

PROCEDURE	CHOIX DU SYNDICAT	Délibération du
AMORTISSEMENT	OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/> Si oui : Catégories de biens amortis : Durée :	
PROVISIONS	Constitution (motif) : Reprise :	
AUTRES PROCEDURES :		

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

ARRETE - SIGNATURES

Le projet de budget a été déposé en mairie le .../.../...

Les observations recueillies pendant le délai de dépôt sont les suivantes :

.....

.....

Présenté par le Directeur

A....., le .../.../...

Le Directeur,

Nombre de syndics présents :.....

Nombre de suffrages exprimés :.....

VOTES / Pour : ... Contre:

Date de convocation :.....

Délibéré par le syndicat réuni en session

A....., le .../.../...

Les membres du syndicat :

Transmis au Préfet le .../.../...